

(N° 103)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 24 JANVIER 1924.

Projet de loi contenant le Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1924.

DISPOSITIONS RÉSERVÉES (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION PERMANENTE
DES FINANCES, DES BUDGETS ET DES ÉCONOMIES (2),
PAR M. WAUWERMANS.

MESSIEURS,

I. — Exemption d'impôt pour les emprunts émis ou à émettre à l'étranger.

Lors de l'examen du Budget des voies et moyens, le Parlement a été saisi de diverses dispositions, qui ont été réservées sur la proposition de votre Commission.

Elles se rattachaient sans doute à ce budget à raison de la répercussion que leur adoption doit produire sur nos ressources, mais modifiaient des lois organiques et générales. Votre commission, à de maintes reprises s'est élevée contre cette procédure et il serait superflu d'en indiquer à nouveau les raisons.

Nous soumettons aujourd'hui ces dispositions à vos délibérations vous proposant de les adopter sous forme de projets de loi séparés.

La loi du 30 juillet 1921 « sur l'échange ou le remboursement des Bons du Trésor 5 % de la Restauration Monétaire et sur l'emprunt » contient une série de dispositions d'ordre fiscal qui ne se rapportent pas exclusivement à l'intitulé de cette loi :

a) Elle exonérerait de la taxe mobilière les intérêts des Bons du Trésor

(1) Amendements du Gouvernement au Budget des Voies et Moyens, n° 35 (Art. 4^{bis}, 4^{ter} et 4^{quater}).

(2) La Commission permanente des Finances, des Budgets et des Économiques, présidée par M. MECHÉLYNCK, est composée de MM. BOLOGNE, CARLIER, COUSOT, DAVID, DE BRUYNE (AUGUSTE), DE LIEDEKERKE, DONNAY, HALLET, HOUTART, OZERAY, PUSSEMIER, SOUDAN, STRAUS, VAN GLABBEKE et WAUWERMANS.

escomptés, à émettre pour couvrir l'excédent des dépenses sur les recettes des Budgets des exercices 1919-1920 et 1921 (art. 10);

b) Elle confirmait, en interdisant qu'il soit dépassé, le taux de la taxe mobilière applicable aux revenus des obligations et Bons du Trésor à créer aux mêmes fins (2 %, art. 34, § 2, litt. b, des lois coordonnées sur les revenus);

c) Elle interdisait, sauf en ce qui concerne l'État, les provinces et les communes et les administrations publiques, d'émettre des obligations ou d'autres titres d'emprunts, stipulant le paiement de coupons nets d'impôts belges (art. 11).

Les dispositions ci-dessus reprises sub *a* et *b* peuvent être considérées comme applicables seulement aux emprunts qu'elles prévoyaient et qui étaient autorisés aux termes de la même loi.

Elle a été rendue applicable aux Bons du Trésor escomptés émis pour couvrir les dépenses des exercices 1922, 1923 et 1924, en vertu de la disposition suivante insérée dans la loi du Budget des Voies et Moyens de chacun de ces exercices :

« La loi du 30 juillet 1921 sur l'emprunt est étendue aux emprunts à contracter pour couvrir l'excédent des dépenses sur les recettes de l'État de l'exercice... »

L'autorisation sollicitée est indispensable sans qu'il convienne d'aborder ici la controverse si la défense de créer des titres nets d'impôts, procure des résultats qui la justifient en matière d'émissions privées, ou d'emprunts d'État à l'intérieur :

On doit constater qu'elle est quasi inapplicable en ce qui concerne les emprunts d'État émis à l'étranger.

Leur conclusion, leur placement entraînent déjà de multiples difficultés : Elles ne peuvent être surmontées qu'en offrant, outre notre crédit indiscutable, la garantie contre tous aléas du chef d'une diminution de revenus, qui pourrait du fait de provenir l'État débiteur.

Lorsque l'État a réglé avec les Pays Bas les frais d'internement des militaires belges, les obligations émises en garantie ont dû être émises nettes d'impôt. Il est certain qu'à défaut l'arrangement n'aurait pu intervenir.

Il devait en être de même en ce qui concerne l'Emprunt français.

L'autorisation sollicitée par le Gouvernement s'impose, et les termes généraux dans laquelle elle sera accordée laisse subsister entier le contrôle du Parlement.

En conséquence, votre Commission vous propose d'adopter la disposition proposée et d'en faire l'objet d'un projet de loi distinct. (*Voir annexe I.*)

II. — Exonération du droit de timbre.

Aux termes de l'article 62, n° 60 de la loi du 25 mars 1891 (Code du timbre) :

« Sont exempts du timbre, savoir : ... » les obligations au porteur émises par les provinces, les communes et la Société du Crédit communal;

Les termes de cette disposition ne comprennent pas les titres nominatifs, créés en remplacement des obligations au porteur, alors que l'article 10 de la loi du

30 décembre 1913 consacre que les actions et obligations nominatives des sociétés belges, créées en remplacement de titres au porteur dûment timbrés et dont le timbre sera annulé, seront timbrées sans frais ».

A prendre donc à la lettre ces textes, les villes, les provinces, le Crédit communal seraient placés dans une situation moins favorable que les sociétés commerciales...

Aussi comprend-on que le fisc les ait fait bénéficier par voie administrative de cette exonération.

D'autre part, l'arrêté royal du 4 novembre 1921 prévoit, par son article 5, la délivrance de certificats nominatifs au déclarant qui a perdu la possession de titres de ces organismes. Il est logique d'étendre à ces certificats le même régime d'exonérations de taxe et de formalités. C'est l'objet de la disposition soumise.

Nous vous en proposons l'adoption dans la forme d'un projet de loi distinct. (*Voir Annexe II.*)

Votre rapporteur croit utile de vous signaler que le Parlement est saisi de deux propositions de loi qui ont pour objet de remettre en vigueur une disposition du Code du timbre, modifiée par la loi du 10 août 1923 apportant des modifications aux lois sur les droits de timbre, d'enregistrement, de greffe, d'hypothèque et de successions. Elles tendent à restituer l'exonération du droits de timbre aux quittances de secours payés par les bureaux de bienfaisance aux indigents, par les sociétés mutualistes reconnues à leurs membres, et par les caisses agréées d'assurances contre le chômage à ceux de leurs affiliés involontaires. (*Doc. parl. 1923-1924, n° 98 et 99.*)

Ces propositions rentrant dans le même ordre de dispositions que celle faisant l'objet du présent rapport, peut-être pourraient-elles être rattachées au projet de loi que nous vous soumettons, et dont l'intitulé devrait être en tel cas élargi.

III. — Taxe à percevoir par les agents diplomatiques.

La disposition proposée se justifie d'elle même :

La perception du droit établi par les tarifs consulaires est établi à raison de l'acte et non de la personne qui prête ses offices.

Les lois de 1920 et 1921 ont à cet égard nettement établi ce principe. Le Consul agit en vertu de l'autorité des fonctions dont l'État l'a investi. Il n'est pas rémunéré par les parties qui recourent à lui.

La disposition proposée a pour conséquence d'établir l'annulation complète en ce qui concerne la perception des droits. Elle vise non seulement les lois en vigueur, mais celles qui modifieraient le régime, le taux ou le mode de perception, et les arrêtés royaux pris ou à prendre en exécution de ces lois.

Ici encore, et de même nous vous en proposons l'adoption sous la forme d'un projet de loi distinct. (*Voir annexe III.*)

Le Rapporteur,
P. WAUWERMANS.

Le Président,
A. MECHELYNCK.

4)

ANNEXE I.

TEXTE PROPOSÉ
PAR LA COMMISSION.

Projet de loi complétant la loi du 30 juillet 1921 sur l'échange ou le remboursement des bons du Trésor 5 % de la restauration monétaire et sur l'emprunt.

ARTICLE PREMIER.

La disposition suivante est ajoutée à la loi du 30 juillet 1921 sur l'échange ou le remboursement des bons du Trésor 5 % de la restauration monétaire et sur l'emprunt :

« Le Gouvernement est autorisé à exonérer de tous impôts ou taxes quelconques présents ou futurs au profit de de l'État, des provinces et des communes, le capital, les intérêts et éventuellement la prime de remboursement des obligations de la Dette Publique ou des bons du Trésor émis ou à émettre à l'étranger en vertu des autorisations d'emprunter qui lui sont conférées. »

ART. 2.

La présente loi sera obligatoire le jour de sa publication au *Moniteur*.

TEKST VOORGESTELD DOOR DE
COMMISSIE.

Wetsontwerp tot aanvulling der wet van 30 Juli 1921 op de ruiling of de uitkeering der Schatkistbons 5 t. h. van de muntherstelling en op de leening.

EERSTE ARTIKEL.

Onderstaande bepaling wordt toegevoegd aan de wet van 30 Juli 1921 op de ruiling of de uitkeering der Schatkistbons 5 t. h. van de muntherstelling en op de leening :

« De Regeering wordt gemachtigd, het kapitaal, de interesten en gebeurlijk de terugbetalingspremie van de obligaties der Openbare Schuld of van de Schatkistbons uitgegeven of uit te geven in het buitenland krachtens de haar verstrekte machtigingen tot leenen, vrij te stellen van alle hoegenaamde bestaande of toekomstige belastingen ten bate van den Staat, de provinciën en de gemeenten. »

ART. 2.

Deze wet is verbindend vanaf den dag, waarop zij in het *Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

ANNEXE II.

TEXTE PROPOSÉ PAR LA COMMISSION.	TEKST VOORGESTELD DOOR DE COMMISSIE.
Projet de loi modifiant le n° 60 de l'article 62 de la loi du 25 mars 1891 (Code du timbre).	Wetsontwerp tot wijziging van n° 60 van artikel 62 der wet van 25 Maart 1891 (Zegelwetboek).
ARTICLE PREMIER.	EERSTE ARTIKEL.
Le numéro 60 de l'article 62 de la loi du 25 mars 1891 est remplacé par la disposition suivante :	N° 60 van artikel 62 der wet van 25 Maart 1891 wordt door de volgende bepaling vervangen :
« Les obligations au porteur émises par les provinces, les communes et la société anonyme « Crédit communal de Belgique », ainsi que les obligations nominatives créées en remplacement de titres au porteur et les certificats des dites obligations nominatives. »	« De door de provinciën, de gemeenten en de naamlooze vennootschap « Gemeentecrediet van België » uitgegeven obligaties aan toonder, alsmede de ter vervanging van titels aan toonder aangemaakte obligaties op naam en de certificaten van gezegde obligaties op naam. »
ART. 2.	ART. 2.
La présente loi sera obligatoire le jour de sa publication au <i>Moniteur</i>.	Deze wet is verbindend vanaf den dag waarop zij in het <i>Staatsblad</i> wordt bekendgemaakt.

ANNEXE III.

TEXTE PROPOSÉE PAR LA
COMMISSION.

Projet de loi étendant aux agents diplomatiques la perception des droits de chancellerie prévus au tarif consulaire établi par les lois des 24 août 1920 et 26 mars 1921.

ARTICLE PREMIER.

Les agents diplomatiques qui prêtent leur bons offices pour le règlement de litiges ou la passation d'actes prélèveront dorénavant au profit du Trésor, à titre de droit de chancellerie, pour les services de l'espèce une taxe équivalente à celle prévue au tarif consulaire établi par les lois du 24 août 1920 et du 26 mars 1921 ou par toute autre disposition légale qui modifierait celle-ci.

ART. 2.

La présente loi sera obligatoire le jour de sa publication au *Moniteur*.

TEKST VOORGESTELD DOOR
DE COMMISSIE.

Wetsontwerp betreffende de inning, door de diplomatieke ambtenaren, van de kanselarijrechten voorzien bij het consulaire tarief, vastgesteld door de wetten van 24 Augustus 1920 en 26 Maart 1921.

EERSTE ARTIKEL.

De diplomatieke agenten, die hun steun verleen en voor het beslechten van geschillen of het verlijden van akten, zullen voortaan, voor soortgelijke diensten, ten voordeele der Schatkist, ten titel van kanselarijrechten, een recht heffen overeenkomend met datgene voorzien in het consulaire tarief vastgesteld bij de wetten van 24 Augustus 1920 en van 26 Maart 1921, of bij elke andere wettelijke beschikking welke die wetten zou wijzigen.

ART. 2.

Deze wet is verbindend vanaf den dag, waarop zij in het *Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

(N° 103)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 24 JANUARI 1924.

Wetsontwerp houdende de Begrooting van 's Lands Middelen
voor het dienstjaar 1924.

VOORBEHOUDEN BEPALINGEN ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE BESTENDIGE COMMISSIE
VOOR DE FINANCIËN, DE BEGROOTINGEN EN DE BEZUINIGINGEN ⁽²⁾
UITGEBRACHT DOOR DEN HEER WAUWERMANS.

MIJNE HEEREN,

I. — Ontheffing van de belasting voor de leeningen, in het buitenland uitgegeven of uit te geven.

Tijdens het onderzoek van de Begrooting van 's Lands Middelen, werden bij het Parlement onderscheidene bepalingen aanhangig gemaakt, die op voorstel van uwe Commissie werden voorbehouden.

Deze bepalingen stonden ongetwijfeld in verband met deze begrooting wegens den terugslag dat hunne goedkeuring moet teweegbrengen op onze inkomsten, doch zij wijzigden algemeene en organieke wetten. Uwe Commissie heeft zich herhaaldelijk tegen deze manier van handelen verzet en het is overbodig, de redenen daarvan te herhalen.

Thans leggen wij u deze bepalingen tot goedkeuring voor in den vorm van afzonderlijke wetsontwerpen.

(1) Amendementen van de Regeering op de Begrooting van 's Lands Middelen, n° 33, (Art. 4bis, 4ter, 4quater.)

(2) De Bestendige Commissie voor de Financiën, de Begrootingen en de Bezuinigingen, voorgezeten door den heer MECHELYNCK, bestaat uit de heeren BOLOGNE, CARLIER, COUSOT, DAVID, DE BRUYNE (AUGUSTE), DE LIEDEKERKE, DONNAY, HALLET, HOUTART, OZERAY, PUSSENIER, SOUDAN, STRAUS, VAN GLABBEKE en WAUWERMANS.

De wet van 30 Juli 1921 « op de ruiling of de uitkeering der Schatkistbons § t. h. van de Muntherstelling en op de leening » bevat eene reeks bepalingen van fiskalen aard, die niet uitsluitend in de beteekenis van den titel dezer wet zijn begrepen :

a) De interesten van de gediscoteerde Schatkistbons, uit te geven om het tekort te bestrijden der ontvangsten in de Begrootingen der dienstjaren 1919-1920 en 1921, werden vrijgesteld van de belasting op de roerende zaken (art. 10);

b) Het bedrag van de belasting op de roerende zaken, van toepassing op de inkomsten der obligatiën en Schatkistbons met hetzelfde doel uit te geven, werd bevestigd door het verbod dit bedrag te overschrijden (2^e t. h., art. 34, § 2, litt. b, der samengeordende wetten op de inkomsten);

c) De wet verbood obligatiën of andere leeningtitels uit te geven, waarvan de coupons niet vrij zijn van Belgische belastingen; uitzondering wordt gemaakt voor Staat, provinciën, gemeenten en openbare besturen (art. 11).

De bepalingen, vermeld onder a en b, kunnen worden beschouwd als enkel toepasselijk zijnde op de leeningen, welke werden voorzien en waartoe machtiging werd verleend krachtens dezelfde wet.

Deze wet werd van toepassing gebracht op de gediscoteerde Schatkistbons uitgegeven om de uitgaven der dienstjaren 1922, 1923 en 1924 te bestrijden, krachtens de volgende bepaling, ingelascht in de Begrootingswet van 's Lands middelen voor elk dezer dienstjaren :

« De wet van 30 Juli 1921 op de leening wordt uitgestrekt tot de leeningen te sluiten om het overschot te dekken van de uitgaven op de ontvangsten van den Staat over het dienstjaar... »

De aangevraagde machtiging is onontbeerlijk, zonder dat het noodig weze hier na te gaan of het verbod, effecten uit te geven, die vrij zijn van belasting, gebillikt wordt in zijne gevolgen, in zake private uitgaven, of Staatsleeningen in het binnenland.

Men moet vaststellen, dat het verbod schier niet toepasselijk is in zake Staatsleeningen, in het buitenland uitgegeven.

Het sluiten der leeningen, het plaatsen der titels geven reeds aanleiding tot tal van bezwaren : zij kunnen slechts worden geweerd door het stellen, benevens ons gevestigd crediet, van waarborgen tegen alle gevaren voortspruitende uit eene vermindering van inkomsten te wijten aan den Staat schuldenaar.

Wanneer de Staat met Holland de interneeringskosten der Belgische militairen heeft geregeld, moesten de als borg gestelde obligatiën vrij van belasting worden uitgegeven. Bij gebreke daarvan hadde de regeling niet kunnen geschieden.

Hetzelfde moest gelden voor de Fransche leening.

De door de Regeering aangevraagde machtiging is noodzakelijk, en de algemeene tekst, waarin die machtiging wordt omschreven, laat de contrôle van het Parlement onaangetast.

Dienvolgens legt de Commissie U deze bepaling ter goedkeuring voor en verzoekt U er een afzonderlijk wetsontwerp van te maken. (Zie Bijlage I.)

II. — Vrijstelling van het zegelrecht.

Naar luid van artikel 62, n° 60, der wet van 25 Maart 1891 (Zegelwetboek) :
« Zijn vrij van zegel, te weten :..... « de obligaties aan toonder uitgegeven door de provinciën, de gemeenten en de Maatschappij van het Gemeentecrediet. »

De bevoordingen van deze bepaling omvatten niet de titels op naam, aangelegd ter vervanging van de obligaties aan toonder, wanneer artikel 10 der wet van 30 December 1913 bevestigt « dat de aandelen en obligaties op naam van de Belgische maatschappijen, aangelegd ter vervanging van de behoorlijk gezegeelde titels aan toonder en waarvan het zegel zal ongeldig zijn gemaakt, kosteloos zullen gezegeeld worden. »

Deze teksten naar de letter nemende, zouden de steden, de provinciën, het gemeentecrediet in een minder gunstigen toestand worden geplaatst dan de handelsmaatschappijen...

Ook begrijpt men dat de fiscus ze, langs bestuurswege, van deze vrijstelling heeft laten genieten.

Anderzijds, voorziet het Koninklijk besluit van 4 November 1924, bij zijn artikel 5, het afleveren van certificaten op naam van den aangever die het bezit van titels dezer inrichtingen heeft verloren. Het is logisch, dezelfde regeling van vrijstelling der taxe en der formaliteiten uit te breiden tot deze certificaten. Dit is het doel van het onderhavige voorstel.

Wij stellen er u de goedkeuring van voor in den vorm van een afzonderlijk wetsontwerp. (Zie Bijlage II.)

Uw verslaggever acht het noodig u te doen opmerken dat bij het Parlement twee wetsvoorstellen zijn ingediend, die ten doel hebben opnieuw kracht te geven aan eene bepaling van het Zegelwetboek, gewijzigd door de wet van 10 Augustus 1923 tot wijziging der wetten op de zegel-, registratie-, griffie-, hypotheek- en successierechten. Zij strekken er toe, de vrijstelling van de zegelrechten terug in te voeren voor de quitantiën van onderstand uitbetaald door de weldadigheidsbureelen aan de behoeftigen, door de erkende mutualiteitsverenigingen aan hunne leden, en door de toegelaten verzekeringskassen tegen werkloosheid aan die hunner onvrijwillige aangeslotenen. (Stukken der Kamer, 1923-1924, n°s 98 en 99.)

Deze voorstellen, behorende tot dezelfde soort van bepalingen als die waarover dit verslag handelt, zouden wellicht kunnen gehecht worden aan het wetsontwerp dat wij u aanbieden en wiens titels alsdan in ruimen zin zou moeten opgesteld worden.

III. — Taxe te innen door de diplomatieke ambtenaren.

De voorgestelde bepaling vergt geene verdere verklaring.

De inning van het recht, bepaald door de consulaire tarieven, is vastgesteld wegens de handeling, en niet wegens den persoon die zijne diensten biedt.

In de wetten van 1920 en 1921 werd het beginsel te dien opzichte duidelijk

vastgelegd. De consul handelt krachtens het gezag van het ambt dat de Staat hem heeft toevertrouwd. Hij wordt niet bezoldigd door degenen die zich tot hem richten.

De voorgestelde bepaling heeft voor gevolg de volledige gelijkstelling, wat betreft de inning van de rechten. Zij bedoelt niet alleen de bestaande wetten, maar ook deze welke het stelsel, het bedrag of de wijze van innen en de Koninklijke besluiten genomen of te nemen in uitvoering van deze wetten zouden wijzigen.

Hier ook stellen wij u voor, het aan te nemen in den vorm van een afzonderlijk wetsontwerp (zie Bijlage III).

De Verslaggever,
P. WAUWERMANS.

De Voorzitter,
A. MECHELYNCK.

ANNEXE I.

TEXTE PROPOSÉ
PAR LA COMMISSION.

Projet de loi complétant la loi du 30 juillet 1921 sur l'échange ou le remboursement des bons du Trésor 5 % de la restauration monétaire et sur l'emprunt.

ARTICLE PREMIER.

La disposition suivante est ajoutée à la loi du 30 juillet 1921 sur l'échange ou le remboursement des bons du Trésor 5 % de la restauration monétaire et sur l'emprunt :

« Le Gouvernement est autorisé à exonérer de tous impôts ou taxes quelconques présents ou futurs au profit de de l'État, des provinces et des communes, le capital, les intérêts et éventuellement la prime de remboursement des obligations de la Dette Publique ou des bons du Trésor émis ou à émettre à l'étranger en vertu des autorisations d'emprunter qui lui sont conférées. »

ART. 2.

La présente loi sera obligatoire le jour de sa publication au *Moniteur*.

TEKST VOORGESTELD DOOR DE
COMMISSIE.

Wetsontwerp tot aanvulling der wet van 30 Juli 1921 op de ruiling of de uitkeering der Schatkistbons 5 t. h. van de muntherstelling en op de leening.

EERSTE ARTIKEL.

Onderstaande bepaling wordt toegevoegd aan de wet van 30 Juli 1921 op de ruiling of de uitkeering der Schatkistbons 5 t. h. van de muntherstelling en op de leening :

« De Regeering wordt gemachtigd, het kapitaal, de interesten en gebeurlijk de terugbetalingspremie van de obligaties der Openbare Schuld of van de Schatkistbons uitgegeven of uit te geven in het buitenland krachtens de haar verstrekte machtigingen tot leenen, vrij te stellen van alle hoegenaamde bestaande of toekomstige belastingen ten bate van den Staat, de provinciën en de gemeenten. »

ART. 2.

Deze wet is verbindend vanaf den dag, waarop zij in het *Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

ANNEXE II.

TEXTE PROPOSÉ PAR
LA COMMISSION.

Projet de loi modifiant le n^o 60 de
l'article 62 de la loi du 25 mars
1891 (Code du timbre).

ARTICLE PREMIER.

Le numéro 60 de l'article 62 de la
loi du 25 mars 1891 est remplacé par
la disposition suivante :

« Les obligations au porteur émises
par les provinces, les communes et la
société anonyme « Crédit communal de
Belgique », ainsi que les obligations
nominatives créées en remplacement de
titres au porteur et les certificats des
dites obligations nominatives. »

ART. 2.

La présente loi sera obligatoire le
jour de sa publication au *Moniteur*.

TEKST VOORGESTELD DOOR
DE COMMISSIE.

Wetsontwerp tot wijziging van n^o 60
van artikel 62 der wet van 25 Maart
1891 (Zegelwetboek).

EERSTE ARTIKEL.

N^o 60 van artikel 62 der wet van
25 Maart 1891 wordt door de volgende
bepaling vervangen :

« De door de provinciën, de gemeenten
en de naamlooze vennootschap « Ge-
meentecrediet van België » uitgegeven
obligaties aan toonder, alsmede de ter
vervanging van titels aan toonder aan-
gemaakte obligaties op naam en de
certificaten van gezegde obligaties op
naam. »

ART. 2.

Deze wet is verbindend vanaf den dag
waarop zij in het *Staatsblad* wordt
bekendgemaakt.

ANNEXE III.

TEXTE PROPOSÉE PAR LA
COMMISSION.

Projet de loi étendant aux agents diplomatiques la perception des droits de chancellerie prévus au tarif consulaire établi par les lois des 24 août 1920 et 26 mars 1921.

ARTICLE PREMIER.

Les agents diplomatiques qui prêtent leur bons offices pour le règlement de litiges ou la passation d'actes prélèveront dorénavant au profit du Trésor, à titre de droit de chancellerie, pour les services de l'espèce une taxe équivalente à celle prévue au tarif consulaire établi par les lois du 24 août 1920 et du 26 mars 1921 ou par toute autre disposition légale qui modifierait celle-ci.

ART. 2.

La présente loi sera obligatoire le jour de sa publication au *Moniteur*.

TEKST VOORGESTELD DOOR
DE COMMISSIE.

Wetsontwerp betreffende de inning, door de diplomatieke ambtenaren, van de kanselarijrechten voorzien bij het consulaire tarief, vastgesteld door de wetten van 24 Augustus 1920 en 26 Maart 1921.

EERSTE ARTIKEL.

De diplomatieke agenten, die hun steun verleen en voor het beslechten van geschillen of het verlijden van akten, zullen voortaan, voor soortgelijke diensten, ten voordeele der Schatkist, ten titel van kanselarijrechten, een recht heffen overeenkomend met datgene voorzien in het consulaire tarief vastgesteld bij de wetten van 24 Augustus 1920 en van 26 Maart 1921, of bij elke andere wettelijke beschikking welke die wetten zou wijzigen.

ART. 2.

Deze wet is verbindend vanaf den dag, waarop zij in het *Staatsblad* wordt bekendgemaakt.